

Les médias alternatifs sont-ils dissidents ?

Aujourd'hui, les médias alternatifs semblent connaître un certain essor et occupent une place non négligeable dans l'espace public contemporain. Si les grands médias mainstream restent toujours solidement dominants, ils connaissent néanmoins une crise d'adaptation au monde et aux mœurs de plus en plus numérisées de leurs clients. Cette année, la tendance est à un déclin du produit papier compensé par une augmentation de la fréquentation du contenu numérique^[1]. Nous voilà donc là face à un paradoxe : depuis le début du XXI^e siècle, l'évolution des pratiques du métier ne semble pas avoir entamé la crédibilité des médias auprès du grand public. Pourtant, depuis 2002, nous avons vu nombre de campagnes d'image en faveur de tel homme politique. Aussi, les élections marquent un temps de promotion médiatique intense d'un candidat. Dans ses enquêtes d'investigation, Xavier Rivoire explique que ces positions médiatiques dépendent plus des relations amicales entre un patron de groupes médiatiques et un homme politique, ainsi que de la capacité de ce dernier à se montrer fidèle.

Durant la crise des Gilets jaunes, l'ensemble des chaînes d'information était mobilisé pour couvrir cet événement. Certains ont tout fait pour discréditer frontalement le mouvement. D'autres l'ont accompagné pour le réduire à une simple question de pouvoir d'achat. Mais le moment le plus emblématique fut certainement la crise du COVID-19. Cette période mériterait un texte à elle seule tant elle concentre toutes les turpitudes du quatrième pouvoir dans ses rapports aux autres pouvoirs^[2]. Aussi, l'attitude de certains grands médias vis-à-vis des critiques et questionnements de l'état cognitif du président des États-Unis, Joe Biden, avant de progressivement, durant l'élection de 2024, reconnaître l'évidence. Aussi, Il semblerait donc que, de plus en plus, l'influence prenne le pas sur l'information. Cela ne signifie en rien la disparition de l'information, il y a toujours des journalistes. Mais on pourrait y voir une tendance à la mise au second plan de celle-ci au profit d'autres considérations.

L'impact sur la société est à double tranchant. Celle-ci apparaît de plus en plus polarisée en trois grandes catégories : ceux qui se veulent raisonnables et s'en remettent au paysage médiatique dominant ; ceux qui se voient libres et privilégient les médias non-conventionnels ; et enfin ceux qui se tiennent à distance de l'information. À l'image des surfeurs du monde entier convergeant vers Tahiti pour affronter les vagues de Teahupo'o, une multitude de nouveaux médias émergents et d'experts — parfois contestables — a émergé, en réponse à ce qu'ils considèrent comme une déferlante de manipulations médiatiques. Certains de ces médias se sont présentés comme dissidents, un terme lourd de sens dans un cadre totalitaire. En effet, que ce soit en République Populaire de Chine ou en URSS, Liu Xiaobo, Andreï Sakharov ou Alexandre Soljenitsyne ont eu à subir une impitoyable répression. Dans un cadre libéral (à défaut de démocratique), depuis un certain nombre d'années, les dérives et décisions des pouvoirs sont préoccupantes.

Cependant, il serait erroné de se prétendre à l'égal de ces figures qui ont osé braver le pouvoir total. Les contextes, les cadres et la pratique diffèrent. Dans un cadre totalitaire, l'auteur de ces lignes serait déjà en en détention ou en hôpital psychiatrique. Cependant, il faut souligner le réel rôle de remise en cause des narratifs dominants : ils en interrogent les angles morts et dénoncent l'influence des intérêts économiques et géopolitiques sur l'information. Politiquement, ils soulignent la continuité des politiques étrangères au-delà des alternances électorales et mettent en lumière l'usage stratégique du droit, des sanctions ou du vocabulaire humanitaire. En définitive, dans un paysage médiatique souvent homogène, ces analyses contribuent à déplacer le regard et à introduire

des éléments que le débat public tend à marginaliser. Minorer ces contributions serait une erreur. La critique des biais structurels des grands médias occidentaux, de leurs routines professionnelles et de leurs dépendances économiques constitue un apport essentiel à toute compréhension sérieuse de l'information contemporaine. Cependant, cette fonction critique s'accompagne fréquemment de certaines pratiques et points faibles comme une tendance à adhérer des schémas narratifs récurrents, qui finissent par limiter la portée analytique du contre-discours qu'ils véhiculent.

Il ne s'agit pas de s'attaquer aux médias qui se présentent en alternative aux médias de masse. Ceux-ci sont objet de critiques déjà anciennes qui, contrairement à ce qui est affirmé ici où là, ne remettent pas en cause la « démocratie », bien au contraire. Déjà, en 1972, dans *Du mensonge en politique*, Hannah Arendt réfléchissait sur la relation entre mensonge et politique. Elle y voyait les médias comme des entreprises qui vendent à des clients un étrange bien de consommation (qui pourrait être qualifié de marchandise fictive) : l'information. Dans ces conditions, la véracité d'une information n'est plus un souci majeur des entreprises de l'information^[3]. La question porte davantage sur la correspondance entre ce qui est proclamé et la réalité, et les conséquences sur le raisonnement d'un public non averti. Pour cela, nous traiterons d'abord des excès des récits proposés puis de leur rapport à la dialectique. Ensuite nous essayerons de mettre en lumière leurs manques pour enfin explorer la nature et le sens de leurs présentations des informations.

Le récit alternatif et ses excès

Quotidiennement, le système médiatique dominant diffuse dans la société des récits simplistes sur les affaires du monde. Un acteur où une puissance est identifiée comme responsable de tous les maux, jouant le rôle du méchant universel. Depuis 2022, Vladimir Poutine est présenté comme l'équivalent de l'inquiétant tyran de la série *Star Trek*, Khan Noonien Singh. En face de cela, on a pu observer chez la plupart des chaînes alternatives une présentation de ce même dirigeant comme un acteur « résistant » face à un dominateur, qualifié ironiquement de « camp du bien ». Notons qu'une telle construction narrative héroïque peut concerner aussi bien un individu qu'un mouvement politique ou un État. Dans les deux cas, nous sommes devant des récits qui relèvent de la désinformation. Si Vladimir Poutine n'est pas un personnage qui laissera une trace positive dans l'histoire, il n'est pas la source de toutes les calamités de la terre. Inversement, le fait qu'il serait injuste de faire de lui le responsable de tous les maux du monde, il n'est certainement une admirable personnalité ni héros émancipateur. Aussi, il serait inexact de baser son jugement sur l'idée d'un mensonge qui serait chimiquement pur. Le mensonge relève plutôt de l'alliage entre des éléments vrais et des éléments fabriqués. Dit autrement, le mensonge est imbriqué dans le vrai.

Aussi bien chez le paysage médiatique institutionnel que chez les médias non dominants, nous sommes devant un schéma type qui simplifie les réalités sociales et politiques. La conséquence est la marginalisation des contradictions internes aux personnages du récit et le partage des responsabilités. Qu'elle soit nationale ou internationale, l'actualité est ramenée à un affrontement binaire : dominants contre dominés, oppresseurs contre résistants. Dans un tel contexte, certains régimes – Chine, Russie, Venezuela, Iran – sont le plus souvent présentés comme fers de lance du bon camp. Indépendamment de leur bilan en matière de libertés publiques, de démocratie ou de justice sociale, le critère principal d'une telle valorisation est leur opposition affichée aux États-Unis ou à l'ordre libéral-occidental. De telles analyses occultent les nombreux traits propres à ces régimes : contrôle médiatique, répression de l'opposition, surveillance généralisée et même massacres de masse. Il va de soi que les régimes occidentaux (à « oligarchie libérale » comme l'écrivait Cornélius Castoriadis) connaissent des tendances liberticides inquiétantes, notamment dans l'Union européenne sous le mandat Ursula von der Leyen ; mais il ne serait pas sérieux de mettre une équivalence entre l'exercice des libertés en Chine Populaire et en France.

De telles analyses occultent les nombreux traits communs que ces régimes partagent avec les régimes libéraux occidentaux – contrôle médiatique, répression de l’opposition, surveillance – qui devraient être l’objet de critiques aussi rigoureuses. Ce type de discours fonctionne sur la logique de l’inversion du récit dominant. Là où les médias hégémoniques ont tendance à personnaliser, moraliser et simplifier les problématiques, le contre-discours se structure autour d’une causalité unique : l’impérialisme – dont les États-Unis auraient le monopole, le capitalisme, les intérêts occidentaux et les manipulations médiatiques. Bien que réels et documentés, la centralité exclusive de ces facteurs aboutit à un effet de clôture. Ce qui devrait être une critique de l’impérialisme global se réduit souvent à une opposition simpliste : les États-Unis incarnent le mal universel, tandis que le reste du monde, notamment certains pays des BRICS, indépendamment de leurs propres pratiques de domination et d’influence, sont présentés comme paisible, vertueux, voire même comme des protecteurs légitimes [4]. Toute critique interne devient secondaire, suspecte ou instrumentalisable par « le camp adverse ». La réalité sociale et politique est alors lissée pour préserver la cohérence du récit. La critique cesse ainsi d’être un outil d’analyse pour devenir une identité narrative, rassurante pour son public, mais peu perturbatrice sur le plan intellectuel.

Cette focalisation sur l’impérialisme américain empêche de prendre en compte qu’à l’heure de la globalisation – voir post-globalisation[5] – d’autres puissances ambitionnent d’accéder également au stade impérial et exercent déjà des formes d’influence et de domination structurée. Par exemple, la République Populaire de Chine est souvent présentée comme un contre-modèle alors qu’elle développe une stratégie impérialiste très organisée :

1. Contrôle social et interne : La société chinoise est fortement structurée par un système massif de surveillance et de technologies de contrôle social, qui limite libertés et oppositions. Bien que l’application des directives soit décentralisée au niveau des provinces et des municipalités, le pouvoir central reste supérieur et dicte la donne. Cette centralisation du pouvoir interne prépare et soutient son expansion externe.
2. Expansion économique et influence régionale : Les Nouvelles Routes de la Soie créent des dépendances économiques importantes, parfois qualifiées de « pièges de l’endettement », qui lient politiquement et financièrement les pays partenaires à Pékin. Dans les mers d’Asie du sud-est, la ligne à dix traits[6], qui fixe les priorités de développement et d’influence internationale de la Chine, réduit l’autonomie politique et stratégique des pays voisins et permet l’exploitation de leurs ressources pour répondre aux besoins du régime du Parti Communiste chinois.
3. Projection globale et diplomatie agressive : Même si ses tensions avec Taïwan, le Japon ou les Philippines sont présentées sous un prétexte défensif. Dans les faits, la Chine combine une diplomatie offensive, incarnée par les « Wolf Warriors »[7], avec une stratégie de contrôle des ressources et des routes commerciales : exploitation des mers et territoires voisins, expansion vers l’Afrique et l’Amérique latine, ambition de contrôler le Pacifique Nord[8]. Et si la Chine agit sous ce prétexte, il convient de se demander : Et si l’Amérique n’agissait pas elle aussi au nom de sa défense ?

Ainsi, en négligeant ces dynamiques, le contre-discours simplifie la réalité du monde globalisé et construit un récit tout aussi binaire que les mainstream : impérialisme occidental = mal, tout acteur opposé = bien. Cette simplification illustre parfaitement l’effet de clôture : la critique devient moins un outil d’analyse rigoureux qu’une narration rassurante, identitaire et partiellement idéologique.

Le glissement vers une critique sans conflictualité interne

Cependant, un trait commun se dessine dans nombre de ces formats : la stabilité excessive du cadre d’analyse. Cette simplification prolonge le biais binaire évoqué ci-dessus : elle rend le récit

lisible mais limite la complexité des situations étudiées. Les interviews sont souvent construites autour d'experts ou d'intellectuels[9] dont les thèses sont déjà connues et rarement mises à l'épreuve. Ceux-ci diffusent une contradiction des discours dominants qui vont dans le sens opposé, mais qui reproduit les mêmes structures que les récits dominants. Dans les deux cas, le dialogue vise moins à explorer des tensions qu'à illustrer une grille de lecture préexistante. Les contradictions internes — sociales, politiques, économiques — sont souvent évoquées. Mais elles restent subordonnées à une cause principale jugée décisive.

Ce choix à l'avantage de produire des récits cohérents et pédagogiques, mais faiblement – voir pas du tout dialectiques. L'analyse progresse sans véritable tension – sans incertitude, ni confrontation de points de vue incompatibles. Le contre-récit est déversé avec une fluidité, ne laissant aucune place aux complexités contradictoires inhérentes à un monde complexe. L'on se retrouve alors avec une critique qui se protège d'elle-même et des critiques. Si elle rend le récit plus clair, cette tendance à figer les rôles et les causalités peut aussi être comprise comme une stratégie de protection. Elle ne relève pas nécessairement de la mauvaise foi : fatigue militante, volonté de résister à des récits dominants puissants, ou crainte de fragiliser un camp déjà minoritaire dans l'espace médiatique sont autant de facteurs qui incitent à simplifier le discours. Mais ce choix narratif pose un problème de fond : une pensée critique qui ne se met plus en danger finit par perdre sa capacité à éclairer. En cherchant à convaincre, elle renonce à troubler. En cherchant à corriger un récit dominant, elle en produit un autre, tout aussi fermé qui finit par dominer les remises en cause du récit dominant (en particulier les analyses pertinentes). La simplification, qui protège le camp critique, devient ainsi un obstacle à l'analyse véritablement dialectique et nuancée. C'est alors que s'ouvre la porte du *campisme*.

La leçon de Karl Marx

Si ce phénomène semble inédit, il semblerait que sa seule nouveauté ne se situe que sur le support de diffusion (les plateformes internet comme Youtube ou X). En effet, déjà au XIX^e siècle, Karl Marx rédigeait une analyse très critique de Simón Bolívar, chef du combat indépendantiste sud-américain. Alors que beaucoup de ses voyaient en lui un leader du combat émancipateur, Marx proposait une analyse radicale des apories et des lectures superficielles de ses contemporains. A ses yeux, l'enjeu est moins une question de protagonistes-antagonistes qu'une compréhension des phénomènes sociaux devant aboutir à l'émancipation. Distinguait une oppression de type « féodale », assumée comme telle (société inégalitaire et hiérarchique, basée sur des relations directes de personne à personne) et une oppression à visage couvert (qui prétend émanciper les hommes dans des relations d'homme libre à homme libre), il montre que les rapports de domination ne sont jamais uniformes. Dans les deux cas, les individus demeurent soumis à des rapports de domination et des formes d'aliénation, excepté que dans un cas, cela est visible et assumé (et accepté), alors que dans l'autre, ils se cachent derrière des idéaux d'égalité et de liberté.

Ainsi, l'ensemble de l'œuvre de Marx peut aussi être vue comme une critique virulente du césarisme. Mais dans son article sur Simon Bolivar (1858), il montrant que les régimes qui se présentent comme libérateurs ou anti-impérialistes peuvent en réalité reproduire des structures de domination et d'exploitation. La rhétorique de la liberté ou de la résistance ne suffit pas à qualifier un régime de « bon ». Marx ne se limite pas à une chronique historique : il propose une véritable analyse philosophique et politique des régimes et de la domination. Ainsi, Marx prend le contre-pied de l'image d'un Bolívar, héros de l'indépendance sud-américaine, érigé par beaucoup comme le symbole de la libération des peuples opprimés par l'Espagne coloniale. Par une analyse rigoureuse évitant les raccourcis, il parvient ainsi à montrer que l'émancipation proclamée n'efface pas les rapports de domination et les inégalités sociales.

Marx distingue dans ce texte deux niveaux de critique :

La critique des illusions politiques : Dans un premier temps, un nouveau dirigeant prétend instaurer la liberté et la souveraineté populaire. Mais très vite, le régime qu'il met en place repose sur des structures hiérarchiques fortes et sur un pouvoir centralisé. De facto, la participation populaire est limitée. Marx souligne que la liberté proclamée peut masquer une domination réelle : le langage de l'émancipation ne garantit pas l'émancipation réelle. Autrement dit, la révolution portée par le peuple est confisquée.

La critique de la simplification binaire dans l'évaluation des régimes : Marx insiste sur un fait d'autant plus fondamental à rappeler qu'il est négligé ; un acteur « anti-impérialiste » ou « résistant » n'est pas automatiquement vertueux. La résistance à une puissance dominatrice ou impériale ne suffit pas à qualifier un régime de juste ou d'émancipateur. Plus précisément, il ne suffit pas qu'un gouvernement s'oppose aux puissances coloniales pour que son action soit moralement ou politiquement légitime.

Ainsi, l'article de Marx sur Bolívar fonctionne comme une philosophie politique appliquée : il montre qu'il est important d'évaluer les régimes sur la base de leurs structures réelles de pouvoir et de leurs pratiques concrètes, et non pas sur la base de leur opposition à d'autres régimes ou de leur rhétorique de liberté. Marx n'était décidément pas « marxiste » ! La leçon de Marx est particulièrement pertinente concernant la critique des médias dissidents contemporains. Animé par une tendance à idéaliser tout régime qui s'oppose aux régimes libéraux occidentaux (ou autres) ou aux puissances dominantes, ceux-ci reproduisent — et entraînent leurs public — dans la même erreur que celle critiquée par Marx : se laisser séduire par la différence ou par l'antagonisme apparent, sans examiner la réalité des rapports de pouvoir et des pratiques internes. Un régime opposé à l'ordre libéral ou au modèle occidental peut tout aussi bien exercer la répression, contrôler l'information ou maintenir des inégalités, comme le montrent les exemples historiques de Bolívar, de Fidel Castro ou de Mao. La critique marxienne de l'oppression montre donc que les régimes, comme les individus ou les sociétés, doivent être jugés sur la réalité de leurs pratiques, et non sur leurs positions relatives dans un affrontement binaire. La vigilance critique doit donc s'étendre à tous les acteurs, qu'ils soient « dominants » ou « résistants », afin d'éviter de substituer une illusion de justice à la réalité des rapports de pouvoir.

Cette perspective permet de comprendre que l'opposition automatique à un régime jugé dominant (occidental, américain ou libéral) ne garantit pas la vertu du régime opposé. La simple différence ou l'antagonisme prétendu ne constitue pas un critère moral ou politique valide. Un État peut résister à l'ordre libéral-occidental tout en maintenant des pratiques répressives, en limitant les libertés publiques, en contrôlant l'information ou en marginalisant ses propres citoyens. De même, l'opposition à l'impérialisme américain n'est pas forcément une opposition à l'impérialisme comme principe et action, mais juste un rapport de concurrence avec les États-Unis. A plus forte raison dans le monde de la globalisation qui finit par aboutir à un phénomène de chocs des impérialismes. En résumé, la lecture de Marx invite à s'émanciper de la simple logique opposition pour développer une analyse critique matérialiste et dialectique. Elle rappelle que la vigilance politique et la rigueur critique doivent s'exercer de manière universelle, et non se limiter à ceux qui sont socialement ou politiquement dominants. La liberté proclamée ne suffit pas : elle doit être mesurée à l'aune des structures de pouvoir réelles et de la justice sociale concrète. Elle appelle aussi à se détacher de la tentation des analyses géopolitiques abstraites qui ignorent les réalités des sociétés, font fi de la condition des hommes et s'enferment dans des clichés culturalistes[10].

Fonctions cognitives et sociales du récit alternatif

Les apports de la psychologie sociale évolutionniste peuvent éclairer ce glissement vers des récits cohérents mais faiblement critiques. En effet, cela ne relève pas uniquement de choix idéologiques ou stratégiques conscients. A la lumière de celles-ci, nous découvrons que les capacités

narratives humaines se sont développées avant tout comme des outils de coordination sociale, de reconnaissance et de prestige, plutôt que comme des instruments de recherche désintéressée de la vérité.

Les travaux sur le raisonnement humain suggèrent que celui-ci sert souvent davantage à justifier des positions partagées ou créer de l'adhésion ou du consentement qu'à explorer des hypothèses contradictoires. Dans l'espace médiatique, cette fonction argumentative favorise les récits capables de convaincre, de fédérer et de protéger un camp, plutôt que ceux qui introduisent des tensions internes ou des zones d'ambiguïté. Or, ces dernières, bien que centrales pour une analyse rigoureuse, sont socialement coûteuses : elles fragilisent la cohésion du groupe et exposent à des accusations de relativisme ou de compromission. C'est alors qu'apparaissent, non pas des leaders, mais des chefs qui commandent et des coercitions intériorisés aboutissant à une discipline grégaire.

Dans cette perspective, le récit politique fonctionne moins comme un dispositif explicatif, que comme un vecteur d'appartenance et de gratification symbolique. Un cadre analytique systémique, stable, moralement lisible et répétable protège de la peur liée à l'incertitude et au doute, et procure à son public un sentiment de cohérence, de lucidité et de supériorité critique. Il permet d'identifier clairement les responsabilités, de renforcer le sentiment de sécurité octroyé par les certitudes et l'identité collective de ceux qui s'y reconnaissent. Dans ces conditions, la sagacité, le questionnement et la réflexion critique et dialectique devient suspect puis condamnable.

Le succès de certains récits alternatifs peut ainsi s'expliquer non seulement par la pertinence réelle de certaines de leurs critiques, mais aussi par leur efficacité cognitive et sociale. En simplifiant les causalités et en stabilisant les rôles, ces récits répondent à des attentes profondes : comprendre le monde sans s'y perdre, s'opposer sans se diviser, critiquer sans se mettre en danger. La préférence pour des narrations claires et gratifiantes ne constitue donc pas une anomalie, mais l'expression d'une dynamique humaine archaïque, qui tend à privilégier la force du récit sur l'exploration patiente de la complexité du réel. Cornelius Castoriadis avait donc bien raison : « Aristote a dit : « *L'homme est un animal qui désire le savoir.* » *C'est faux. L'homme est un animal qui désire la croyance, qui désire la certitude d'une croyance, d'où l'emprise des religions, des idéologies politiques.* »[\[11\]](#) ... et des récits alternatifs d'aujourd'hui.

Conclusion

Est-on mieux informé en évitant les médias de masse et en accordant aveuglément sa confiance aux plateformes alternatives qui pullulent sur les plates-formes et réseaux sociaux ? S'il est clair que les médias institutionnels désinforment autant qu'ils prétendent informer, cela ne signifie pas qu'il existe un monopole du mensonge et de la manipulation. Accusant les médias de masse de se faire porte-parole du pouvoir, si les médias parallèles ont le mérite de mettre en lumière les pratiques des grandes entreprises de l'information, ils ne sont pas exempts de tous reproches. La critique peut se transformer en récit fermé lorsqu'elle privilégie la cohérence narrative, l'identité collective et la gratification morale au détriment de la complexité du réel. Ils montrent une sérieuse tendance à répéter les réflexes et vices qu'ils dénoncent chez les autres. Au final, à un récit simpliste et binaire, y est opposé un récit binaire et simpliste. Simple caverne à l'époque de Platon, nous voilà dans un dédale de galeries sombres dans lesquelles se perdent les capacités d'analyse, de compréhension, la dialectique et la raison. De la même manière, dans cette logique, s'il existe dans les prétendues démocraties (qui ne sont effectivement pas ce qu'elles prétendent être), des oppressions et des évolutions effrayantes, cela suffit à disculper tout autre régime de toute critique, en lui attribuant automatiquement toutes les vertus. La leçon marxienne demeure actuelle : la liberté proclamée ne garantit pas l'émancipation réelle, et, de la même façon que la contradiction à un mensonge n'est pas forcément la vérité, l'opposition à un pouvoir dominant ne suffit pas à qualifier un acteur de vertueux.

Une autre logique fallacieuse consiste à croire que la vérité ou la compréhension se trouveraient au carrefour de récits opposés. Si le problème se réduisait à de simples points de vue contradictoires, il suffirait en effet de les confronter pour approcher la réalité, et de la discussion jaillirait la lumière. Or, nous ne sommes pas seulement face à des points de vue, mais à des récits largement construits, retravaillés et parfois orientés par des appareils politiques, médiatiques ou institutionnels, qui simplifient et rendent présentables des réalités complexes et justifient leurs actes. Dans cette perspective, se placer « entre deux positions » revient souvent à rester enfermé dans le même cadre, tout en invisibilisant une multitude d'autres analyses — pourtant essentielles — plus informées, plus dialectiques, ou extérieures aux grilles de lecture dominantes, comme celles de Alexandre Soljenitsyne, Jean Pasqualini, Claude Lefort ou Simon Leys, qui échappent précisément à cette opposition binaire. A la censure pure et simple des régimes autoritaires (voir plus) d'autrefois, les régimes libéraux opposent la surinformation, permettant d'arriver au même résultat sans avoir à assumer un système de censure. Dans le premier régime, le sujet n'est pas informé, dans le second, il est brouillé par le trop plein sous un flot constant et au final, l'on est ni informé, ni éclairé. L'apport de la psychologie permet de comprendre pourquoi ces récits séduisent et se stabilisent : ils répondent à des dynamiques humaines profondes. Mais comprendre ces mécanismes n'implique pas de s'y résigner. Une pensée critique véritablement émancipatrice suppose d'accepter l'inconfort, la conflictualité interne et la remise en question de ses propres cadres. À défaut, la critique risque de substituer une illusion de lucidité à l'analyse effective des rapports de pouvoir. L'erreur la plus terrible serait de passer d'un conformisme à un autre en se croyant émancipé.

[1] ACPM, *Observatoire 2025 de la presse et des médias (synthèses 2024)*, publié en 2025, disponible en ligne (consulté le 11 avril 2026) : <https://www.acpm.fr/Les-chiffres/Observatoire-2025-de-l-ACPM-Syntheses-2024>

[2] On se souvient de Céline Pigalle, alors directrice de la rédaction de BFM qui disait dans les premières semaines de la crise du COVID-19 que le travail des médias était de porter la voix du pouvoir pour ne pas créer le doute et fermer le débat sur les mesures imposées. La polémique qui a suivi et les tentatives de justifications sont particulièrement problématiques : demander au ministre la validation d'une figure, puis instaurer des dispositifs spéciaux pour le confronter lui en particulier sans rien de tels pour les autres (Karine Lacombe, Gilbert Deray ou Mathias Wargon). Barbara Stiegler (*De la démocratie en pandémie*, Gallimard, 2021) et Brice Perrier (*L'aveuglement*, Paris, Robert Laffont, 2023).

[3] Hannah Arendt, *L'humaine condition*, Paris, Gallimard, 2023

[4] Denis Collin, « Les États-Unis sont-ils le grand Satan ? », *La Sociale - Analyses et débats pour le renouveau d'une pensée de l'émancipation*, le jeudi 25 juin 2026, <https://la-sociale.online/spip.php?article1414>

[5] Voir le livre de Guy Bois, *Une nouvelle servitude. Essai sur la mondialisation*, 2003, réédité en 2025 avec une postface d'Alban Mathieu et de Jérôme Maucourant (qui présente le livre ici) : <https://jerome-maucourant.com/2026/03/02/conference-guy-bois-et-une-nouvelle-servitude/>

[6] Reprise de revendications du Guomindang de Tchang Kaishek

[7] Maniant démagogie et contre-vérités.

[8] Ce qui n'est pas sans créer des problèmes.

[9] Les intellectuels sont peut-être parmi les catégories les plus sensibles au *soft power* d'un pays ou d'un régime jouant sur le prestige avec des universités et *think tanks* jouant un rôle d'influence et de séduction, des invitations ou des voyages dans des conditions très confortables, financés et très encadrés. Si Joseph Nye a théorisé la notion de soft-power, Paul Hollander et Anne-Mary Brady se montrent plus précis sur les modalités de séduction.

[10] Les Russes n'éclairent pas leurs stratégies devant une partie d'échecs entre deux discussions sur Dostoïevski, les Chinois n'élaborent pas leurs plans en jouant au Weiqi pas plus que Xi Jinping récite et comprend Confucius et ni les Mollah ni les Gardiens de la Révolution n'occupent leurs journées à méditer sur des poèmes persans.

[11] Cornelius Castoriadis, « Contre le conformisme généralisé », *Le Monde diplomatique*, août 1998, en ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/CASTORIADIS/3964>